

débatmilitant

Lettre éditée par des militants de la LCR | N° 65 | 13 mai 2005

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@wanadoo.fr | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- [Après le 16 mai, journée nationale de désobéissance civique, préparer la contre-offensive du monde du travail, Faire du Non de gauche, le Non des luttes](#)
- [Commémorations du 8 mai 1945 et grandes manœuvres impérialistes. Retour sur la deuxième guerre mondiale](#)
- [Les 27 propositions du PCF : un programme pour les luttes ou de gouvernement ?](#)
- [1905, il y a cent ans... La fondation de la SFIO : « Un parti de lutte de classe »](#)

Après le 16 mai, journée nationale de désobéissance civique, préparer la contre-offensive du monde du travail, Faire du Non de gauche, le Non des luttes

Les sondages l'indiquent, l'offensive des « Yes men » a marqué des points. Le Non a reculé face à un déploiement sans précédent de tous les partis gouvernementaux à l'exception du PC, de l'Etat comme des médias en faveur du Oui. Les commémorations du 8 mai ont été l'occasion de mobiliser la coalition de tous les gouvernements occidentaux derrière Bush aux côtés de Chirac, Raffarin et Hollande dont les cotes personnelles de popularité ne cessent, cependant, de baisser. Le Non a reculé comme le mouvement social a marqué lui-même le pas, il a reculé mais résiste, rassemble ses forces, se convainc des enjeux de la bataille pour mieux s'engager dans la dernière étape. La montée du Non a été impulsée par la montée des luttes illustrées par les puissantes manifestations du 10 mars et le mouvement de la jeunesse des lycées. La passivité des directions des grandes confédérations, l'isolement des jeunes malgré la sympathie rencontrée par leur mobilisation freinent la convergence des mécontentements en un mouvement d'ensemble des salariés du privé et du public, de la jeunesse.

L'absence de perspective pèse sur l'ensemble de la situation politique et y compris sur la campagne pour le Non. Elle pèse mais, paradoxe, elle laisse le champ libre aux discussions, aux initiatives locales. A défaut de donner une perspective aux grèves et rassemblements du 16 mai, les directions syndicales, par leur propre passivité, encouragent les militants, les salariés à se réapproprier politiquement cette journée que Raffarin et l'Etat veulent leur voler. Jamais depuis longtemps une question sociale et politique n'avait autant provoqué de discussions dans les ateliers, les bureaux, les services, les écoles et les lycées. Les discussions sur le 16 rejoignent les débats sur le référendum, la politique s'invite partout, l'ensemble du pays est pris d'une volonté de désobéissance civique, la grève devient, de fait, politique.

La contestation se répand de proche en proche, les idées s'échangent, s'encouragent, chacun

vérifie que les autres éprouvent la même révolte, la même colère. Une idée commence à se forger, le moment ne serait-il pas venu de solder les comptes avec tous ces partis et politiciens de droite comme de gauche qui depuis plus de vingt ans mentent et conduisent une politique de régression sociale. La campagne pour le Non aide à exprimer le mécontentement, à lui donner une expression politique, à le formuler : la constitution devient le concentré de ces mensonges qui ne sont « *ni de droite ni de gauche* » mais de tous les gouvernements visant à justifier une politique contraire aux intérêts des populations au profit d'une minorité de gros actionnaires.

Et le Non devient un Non de classe, le Non du monde du travail.

La protestation sociale se concentre en un seul mot : Non. Il faut qu'elle soit la plus forte possible pour que la victoire du Non sonne comme une vengeance des défaites infligées par la droite et le social-libéralisme aux classes populaires. Mais, quelle que soit l'issue finale, la force même du Non augure de nouvelles mobilisations parce qu'il exprime le rejet non seulement de la droite mais aussi de ses complices de la gauche gouvernementale.

Même si le Oui devait l'emporter tant les moyens mis en œuvre contre le Non sont nombreux, le processus enclenché ne s'arrêterait pas d'autant que la curée qui se prépare à droite comme à gauche accélérera le discrédit du microcosme politique.

La dialectique de la bataille du référendum aboutit à une polarisation sociale, au Oui des classes privilégiées s'opposent le Non des classes populaires. Et nous avons quelque raison de penser que cette dialectique va poursuivre son œuvre, plus le Oui concentre les puissances de l'argent et de l'Etat contre le Non plus il contribue lui-même au rassemblement des classes populaires.

Les discussions autour de la journée de désobéissance civique du 16 mai et celles sur le référendum ont un effet démultiplicateur. La conjugaison du Non social et du Non politique prépare les consciences à de nouvelles mobilisations. Le rassemblement autour du non des classes populaires appellent un mouvement d'ensemble. C'est du moins l'enjeu de la campagne et de la suite du 29.

Certes, comme le disait Bernard Thibault non sans hypocrisie : « *quelle qu'elle soit, l'issue du référendum ne changera pas le quotidien des salariés* », mais elle peut contribuer à changer les rapports de forces politique en changeant les rapports entre les travailleurs et les forces politiques et syndicales du social-libéralisme.

« *Les oui sont compatibles* » disait Jospin, c'est vrai et c'est bien le problème. Les classes populaires en ont fait la dure expérience, aujourd'hui, elles s'emparent du référendum pour rejeter la politique menée par la droite et la gauche dans le cadre de la cohabitation.

Dix ans, ou plutôt vingt ans, ça suffit !

Ça fait plus de vingt ans que droite et gauche se sont pliées aux exigences du patronat pour mener une offensive contre le monde du travail dans le cadre de la mondialisation financière et impérialiste, dans le cadre de la construction de leur Europe que nous refusons.

La décennie qui s'achève, celle de Chirac et Jospin, a été particulièrement destructrice. Ce qui se passe autour du référendum se profile comme un seuil entre la période qui s'achève et celle qui commence.

Aujourd'hui il s'agit de solder les comptes et de présenter la facture des dégâts que leur politique a causés tant au patronat à la droite libérale qu'à la gauche social-libérale.

C'est cela le sens du Non des classes populaires. Il est l'occasion d'exprimer le mécontentement accumulé à l'égard de tous les hommes politiques comme des classes privilégiées qui n'ont qu'arrogance et mépris pour les classes populaires. Mais il est clair que ce Non ne peut suffire, il ne prend tout son sens qu'au regard des mobilisations, des grèves, des mouvements de révolte dont il l'expression politique.

Dire Non, ce n'est qu'un début, après le 29, on continue... Comme l'a été la journée du 10 mars, comme le sera la journée du 16 mai, le 29 est une étape pour œuvrer à la convergence des mécontentements.

Plus le Non sera fort plus il sera un encouragement aux luttes et aux mobilisations au sens où il ne peut progresser et gagner, surmonter les pressions du Oui que s'il s'affirme comme la protestation des

travailleurs, un Non à l'Europe de la régression sociale en faveur d'une Europe de la coopération des peuples.

Le Non peut et doit ouvrir une perspective pour le monde du travail

Cela suppose que ceux qui militent pour son succès assument pleinement sa signification et la rupture avec le social-libéralisme. Ce n'est pas la politique de la direction du Parti communiste. Ainsi dans une interview publiée dans *l'Humanité* Marie-George Buffet déclarait en abordant la question de l'après 29 mai : « *Réservons les salles dès maintenant pour que, dans la semaine qui suivra le résultat, quel qu'il soit, les femmes et les hommes de gauche qui ont mené cette bataille se réunissent dans chaque commune, avec leurs élus, leurs organisations. Il faudra que la gauche tire les enseignements de la mobilisation des ouvriers, des employés, des jeunes contre ce projet libéral et pour une autre Europe. Quelle politique allons-nous porter en France ? Quels moyens nous donner pour résister à la droite ? Quelle politique voulons-nous mettre en œuvre en 2007 ? Et si le 'non' l'emporte, comment construire cet autre traité ? Il faudra aussi, à ce moment-là, lors de cette première assemblée d'après le référendum, que nous soyons capables d'inviter celles et ceux qui, à gauche, ont utilisé le vote 'oui' en pensant qu'on ne pouvait pas battre cette armada libérale. Il faudra leur dire : voyez on a réussi à se rassembler très nombreux ; on peut changer le cours des choses ; nous vous tendons la main ; rejoignez-nous pour construire tous ensemble une autre Europe, une autre politique en France. Et si, comme je l'espère, comme c'est tout à fait possible, le 'non' l'emporte, c'est un formidable espoir, comparable à celui du Front populaire, qui se lèvera dans notre peuple. »* »

Le Non peut représenter un espoir s'il ne sert pas à remettre en selle une nouvelle union de la gauche, de la gauche du Oui et de la gauche du Non, en vue des élections de 2007.

Les militants du Parti communiste eux-mêmes font aujourd'hui une critique souvent radicale de la participation de leur parti au gouvernement Jospin. Mais il faut tirer tous les enseignements de cet échec et de ses critiques. C'est un des enjeux des discussions qui ont lieu dans le cadre de la campagne pour le Non. Les révolutionnaires qui se retrouvent dans la campagne avec les militants du PC ou de gauche, militants syndicaux ou associatifs, doivent porter ce débat en toute démocratie. Toute l'expérience de mouvement ouvrier est là pour le démontrer, participer à un gouvernement dans le cadre des institutions et de l'Etat des classes dominantes ne permet pas de faire prévaloir les intérêts des classes populaires. Au contraire, une telle participation contribue à soumettre les classes populaires aux intérêts des classes dominantes, à les désarmer.

Le recul du PCF, son affaiblissement est la conséquence directe de cette politique de collaboration de classe. Ses militants iraient vers de nouvelles désillusions, comme l'ensemble des travailleurs, s'ils plaçaient à nouveau leurs espoirs dans une nouvelle participation gouvernementale, même avec un rapport de force plus favorable sur le plan électoral.

Le rapport de forces se construit par les mobilisations et l'organisation des classes populaires. Rester sur le terrain électoral et parlementaire, c'est laisser le champ libre à l'adversaire, abdiquer par avance.

Pour un parti soucieux de représenter leurs intérêts il ne peut être question de participer à un gouvernement si ce gouvernement n'est pas l'expression directe des travailleurs et de leur organisation commençant à exercer leur contrôle.

Aujourd'hui, les mobilisations n'en sont pas encore là.

Il s'agit d'unir et de regrouper les classes populaires autour de leurs revendications essentielles et vitales : la lutte contre le chômage, la garantie de revenus décents pour tous, la défense des services publics, le contrôle de la marche des grandes entreprises comme de l'Etat et des banques dans une perspective internationaliste, celle d'une autre Europe.

Ces exigences, ce programme pour les luttes, nous les avons défendues ensemble avec nos camarades de Lutte ouvrière lors des dernières élections européennes. Elles prennent aujourd'hui encore plus de force.

Les débats que suscite le référendum participent des évolutions des consciences. A travers eux, les expériences de la dernière décennie et surtout celles accumulées depuis 2002 se confrontent en particulier dans les collectifs. Une politisation nouvelle s'opère, les jeunes commencent à s'inviter au débat comme à l'action autour du rejet de l'économie de marché, de libre concurrence capitaliste et exige un nouveau projet de transformation sociale.

Le seul crédible est celui du socialisme et du communisme, démocratique et révolutionnaire. Nous l'assumons pleinement.

* * *

Les collectifs qui se sont multipliés à travers le pays peuvent contribuer à unir les forces du mouvement social à condition qu'ils ne servent pas de tremplin à des ambitions électorales et gouvernementales mais qu'ils soient porteurs des exigences du monde du travail.

L'impulsion militante donnée par les mobilisations et la campagne du référendum sont porteuses d'espoir, oui, à condition que chacun se convainque que quelles que soient les forces politiques qui seront dans l'avenir à la direction des affaires, le monde du travail devra tirer les enseignements du passé pour ne compter que sur lui-même afin de faire valoir ses droits.

Les révolutionnaires, dans le même temps qu'ils unissent autour de leur propre programme, militent pour que les collectifs deviennent de véritables organes démocratiques de front unique pour les exigences du monde du travail, lieu de regroupement et d'organisation autour des revendications essentielles du mouvement ouvrier.

Ils contribueront ainsi à donner aux luttes leur dimension politique.

Le 29 au soir, si le Non l'emporte, nous serons avec tous ceux qui demanderont le départ de Chirac, Raffarin and co mais pour dire sans ambiguïté que le monde du travail n'a qu'un seul espoir, lui-même, sa mobilisation, son organisation, la conscience que lui et lui seul est porteur de l'avenir de l'Europe comme de la société.

Yvan Lemaitre



Commémorations du 8 mai 1945 et grandes manœuvres impérialistes

Retour sur la deuxième guerre mondiale

Comme la commémoration du débarquement des Alliés en Normandie l'an dernier, le soixantième anniversaire, cette année, de la capitulation de l'Allemagne, le 8 mai 1945, a donné lieu de la part des dirigeants des puissances impérialistes à de grandes manœuvres destinées à récupérer le bénéfice de la « *victoire sur le fascisme* ». Chacun y a été d'un travail de mémoire assez particulier, mettant en lumière les événements qu'il pouvait porter au compte de ses intérêts pour occulter les autres.

En France, ce soixantième anniversaire a été abondamment utilisé pour illustrer un des axes de la propagande des partisans du « Oui » à la Constitution européenne. « *Une certaine idée de l'Europe* », titrait l'éditorialiste du *Figaro* le 6 mai. « *Loin des arguments très matérialistes entendus ici et là aujourd'hui, les fondateurs de l'Europe caressaient d'abord un rêve : la paix* », enchaînait-il. Relayé par *Libération* dont l'éditorial, « *La longue paix* », le 9 mai, citait le premier ministre néerlandais : « *la coopération européenne a apporté au continent 60 années de paix et de progrès* ».

Qu'après avoir mis le monde à feu et à sang à travers deux guerres mondiales, les puissances impérialistes européennes aient fait taire leurs rivalités pour coopérer, ne doit rien à des sentiments pacifistes de leurs dirigeants qui se sont distingués par la violence de leurs guerres coloniales. En réalité, les bourgeoisies européennes ont été « *pacifiées* » par l'hégémonie des Etats-Unis, sortis grands vainqueurs de la guerre, un impérialisme autrement plus puissant que les empires coloniaux vieillis qu'elles étaient.

En Russie, Poutine a organisé une grandiose parade militaire, célébrant les sacrifices des 27 millions de Soviétiques morts pendant la deuxième guerre mondiale... ainsi que le petit père des peuples Staline, afin de conforter son pouvoir dictatorial en flattant les sentiments nationalistes russes et légitimer sa sale guerre contre les populations tchétchènes. « *Le nazisme, l'extrémisme et le terrorisme sont des menaces qui se nourrissent aux mêmes sources idéologiques* », a-t-il déclaré dans son discours,

prononcé en présence d'une cinquantaine de chefs d'Etat, dont Chirac, Schröder et Bush, lesquels n'ont pas eu un mot pour les Tchétchènes.

Mais Bush -et c'est sans doute là le fait plus marquant de ces commémorations- avait pris soin d'encadrer sa visite à Moscou par des rencontres avec les dirigeants des trois Etats baltes, le 7 mai à Riga, et, le 9, à Tbilissi, avec le président de la Géorgie, porté au pouvoir par la « révolution de la rose » à la fin de l'année 2003. « *Je reconnaiss que pour l'Ouest, la fin de la Seconde guerre mondiale a signifié la paix mais dans les pays baltes cela a amené l'occupation et l'oppression communiste* », a-t-il entre autres déclaré à Riga.

Croisade de Bush contre le communisme

Bush, rapporte non sans flagornerie un éditorial du *Monde* intitulé *la Liberté indivisible*, « *a regretté que Roosevelt ait accepté avec les accords de Yalta la division de l'Europe pour un demi-siècle. Et que les Américains aient sacrifié la liberté des plus faibles à la stabilité internationale, ou plus exactement à une illusion de stabilité.* »

Sa visite en Géorgie, où les Américains ont été très actifs pour favoriser l'arrivée au pouvoir de Saakachvili, s'inscrit dans cette nouvelle politique. Les Etats-Unis, sous la direction de Bush, ne sont pas une puissance du statu quo mais une puissance du changement démocratique. »

On pourrait s'étonner que Bush veuille aujourd'hui, comme il l'a lui-même dit dans son discours à Riga, en finir « *une bonne fois pour toutes* » avec « *l'héritage de Yalta* ». Le capitalisme a triomphé en Russie, et bien que Poutine ait récemment déclaré que l'éclatement de l'Union soviétique était la « *plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle* », il ne reste quasiment rien de la puissance de l'ancienne URSS.

Ce serait oublier que la « *lutte contre le communisme* » a été pour l'impérialisme, et l'impérialisme américain en particulier, le prétexte sans cesse utilisé pour légitimer ses interventions militaires et ses guerres contre les populations des pays pauvres. De quelle meilleure raison pourrait-il se prévaloir quand il s'agit d'élargir son influence dans la zone autrefois contrôlée par l'Union soviétique ? La croisade rétrospective de Bush « *contre le communisme* » s'inscrit dans l'offensive que les Etats-Unis mènent depuis le 11 septembre 2001 pour conforter leur hégémonie sur le monde. Dans l'ancienne zone d'influence soviétique, ils ont installé des bases militaires en Asie centrale, signé des accords de coopération militaires avec les Etats du Caucase, favorisé en sous-main les « *révolutions de la Rose* » en Géorgie et « *orange* » en Ukraine. « *Depuis mon élection*, avoue le président géorgien, Saakachvili, dans une interview qu'il a donnée au *Monde* le 9 mai, « *je m'entretiens par téléphone avec Bush au moins une fois par mois* ».

Comme au Moyen-orient, l'impérialisme américain, largement discrédité, cherche à justifier son offensive en masquant ses mobiles réels derrière le prétexte de la « *lutte pour la démocratie, pour des élections libres* », etc. Il n'échappera pas pour autant à la révolte que peut susciter un mensonge aussi grossier et aussi cynique. L'embrasement de l'Afghanistan en est une illustration.

Deux guerres en une

Mais cette croisade de Bush révèle également, a posteriori, un aspect essentiel de la deuxième guerre mondiale, occulté par la politique de recherche d'alliance avec l'impérialisme menée par Staline.

Cette guerre qui, pour cette raison aussi, est officiellement considérée comme une guerre « *de la démocratie contre le fascisme* », a été non seulement une guerre inter-impérialiste, dont « *la cause immédiate, comme l'expliquait le Manifeste d'alarme de la IVème Internationale en mai 1940, est la rivalité entre les empires coloniaux anciens et riches, Grande-Bretagne et France, et les pillards impérialistes en retard, Italie et Allemagne* », mais également une guerre « *contre le bolchevisme et le communisme* », selon les mots des nazis.

« *A une échelle historique*, écrivait Trotsky en 1934 dans *La guerre et la IVème Internationale*, *l'antagonisme entre l'impérialisme mondial et l'Union soviétique est infiniment plus profond que les antagonismes qui opposent les uns aux autres les pays capitalistes. Mais la contradiction de classe entre l'Etat ouvrier et les Etats capitalistes a une acuité qui varie en fonction de l'évolution de l'Etat ouvrier et des changements de la situation mondiale.*

Le développement monstrueux de la bureaucratie soviétique et les difficiles conditions d'existence des masses travailleuses ont terriblement dégradé le pouvoir d'attraction de l'URSS vis-à-vis de la classe ouvrière mondiale. Les lourdes défaites de l'IC et de la politique extérieure nationale pacifiste du gouvernement soviétique n'ont pu, à leur tour, que diminuer les appréhensions de la bourgeoisie mondiale. Finalement, la nouvelle aggravation des contradictions internes du monde capitaliste oblige les gouvernements d'Europe et d'Amérique à aborder l'URSS à cette étape, non du point de vue de la question principale, capitalisme ou socialisme, mais de celui du rôle conjoncturel de l'Etat soviétique dans la lutte entre les puissances impérialistes. Les pactes de non-agression, la reconnaissance de l'URSS par le gouvernement de Washington, etc., sont les manifestations de cette situation internationale. Les efforts persistants de Hitler pour légaliser le réarmement allemand en soulignant le «danger à l'Est» ne rencontrent encore aucun écho, surtout de la France et de ses satellites, précisément parce que le danger révolutionnaire que constitue le communisme a perdu son acuité, en dépit de la terrible crise. Les succès diplomatiques de l'Union soviétique sont à attribuer, au moins dans une large mesure, à l'extrême affaiblissement de la révolution internationale.

Ce serait pourtant une erreur fatale de considérer qu'une intervention armée contre l'Union soviétique est entièrement exclue de l'ordre du jour. »

Si Hitler n'a pu arriver à ses fins, détruire avec l'URSS, le premier Etat issu d'une révolution ouvrière victorieuse, c'est autant en raison du sursaut héroïque de la population russe elle-même qui a réussi à repousser l'invasion des armées nazies qu'à cause de la férocité des rivalités entre impérialismes concurrents. Il espérait pouvoir neutraliser les autres impérialismes en se jetant sur l'URSS, mais il n'était pas question pour l'impérialisme américain de laisser lui échapper la possibilité d'affirmer son hégémonie sur le monde.

60 ans après, Bush veut achever ce que n'avait pu faire l'impérialisme allemand

La complexité et l'enchevêtrement des intérêts en jeu dans cette guerre, les retournements d'alliances qui l'ont précédée, ainsi que la propagande des « démocraties » dont la crédibilité a été renforcée par l'horreur du génocide juif ont réussi à masquer aux yeux des opinions publiques, les raisons réelles de la deuxième guerre mondiale. Quels qu'en aient été les initiateurs, l'Allemagne nazie en l'occurrence, et les retournements, il s'agissait d'une guerre pour un nouveau partage du monde, entre impérialismes vieillis et l'impérialisme américain dont la puissance n'avait cessé de croître depuis le début du siècle.

Dans le *Manifeste d'alarme de la IV^{ème} internationale*, Trotsky citait ce qu'il avait écrit dans *La Guerre et la IV^o Internationale*, six ans auparavant : « *Le capitalisme des Etats-Unis se heurte aux mêmes problèmes qui ont poussé l'Allemagne en 1914 sur le chemin de la guerre. Le monde est partagé ? Il faut refaire le partage. Pour l'Allemagne, il s'agit d'"organiser" l'Europe. Les Etats-Unis doivent "organiser" le monde. L'histoire est en train de conduire l'humanité à l'éruption volcanique de l'impérialisme américain.* » Et il ajoutait : « *Sous un prétexte ou un autre, un mot d'ordre ou un autre, les Etats-Unis vont intervenir dans ce choc gigantesque pour préserver leur domination mondiale. On ignore encore le moment et le lieu de cette lutte entre le capitalisme américain et ses ennemis - et peut-être Washington même ne le sait pas encore. La guerre contre le Japon serait une lutte pour « l'espace vital » dans l'océan Pacifique. La guerre dans l'Atlantique, même si elle était dans l'immédiat dirigée contre l'Allemagne, serait une lutte pour l'héritage de la Grande-Bretagne.* »

Sortis grands vainqueurs de la guerre, ce n'est que contraints et forcés par l'avancée des troupes soviétiques en Europe et surtout sous l'effet de la crainte qu'y éclatent de nouvelles révoltes, que les Etats-Unis de Roosevelt ont dû accepter le partage du monde réalisé à Yalta. Dès que la situation s'est stabilisée en Europe, dès 1947, ils ont cherché à remettre en cause ces accords, ouvrant la période de la guerre froide.

« *L'Amérique et ses alliés les plus solides ont pris la décision de ne pas se contenter de la libération de seulement la moitié de l'Europe et ne pas oublier leurs amis derrière le Rideau de fer* » a dit Bush à Riga, selon le compte rendu du *Monde*. Il a affirmé que la politique américaine avait été d'affaiblir l'Union soviétique « *jusqu'à ce que le communisme s'écroule sous la pression extérieure et ses propres contradictions* ». Et s'adressant à la foule venue écouter son discours, « *lorsque vous vous êtes rassemblés pour protester et que l'empire s'est écroulé, l'héritage de Yalta a finalement disparu, une bonne fois pour toutes* ».

Incontestablement les Etats-Unis sont en passe d'achever ce qu'ils n'ont pu faire au cours de la guerre de 1939-45, étendre leur hégémonie sur l'ensemble de la planète.

Ils ne connaîtront pas pour autant la stabilité et le répit. L'extension de leur domination génère de nouvelles puissances dans le cadre de la libre concurrence mondialisée et, avec elles, de nouvelles rivalités inter-impérialistes, qui n'en sont qu'à leurs balbutiements mais qui sont lourdes du danger d'une nouvelle guerre planétaire.

Elle suscite également révoltes et soulèvements populaires qui annoncent un nouveau cycle de révoltes.

Galia Trépère



Les 27 propositions du PCF : un programme pour les luttes ou de gouvernement ?

 *Ensemble, construisons nous-mêmes un programme pour changer vraiment la vie », tel est l'objet du débat que le PC initie avec 27 propositions présentées par Marie George Buffet le 22 février dernier à la presse. Les militants sont appelés à organiser des « forums-programme » dans « la perspective de rassembler le 19 novembre prochain des milliers de délégués des forums qui se seront tenus un peu partout d'ici là. Ce jour-là se matérialisera l'évènement qui est déjà en cours », a-t-elle déclaré. Les 27 propositions du PCF s'articulent avec la bataille pour le Non au référendum, « pour un autre monde... pour une autre Europe ».*

Cette initiative se veut novatrice, « pour bâtir une alternative à gauche », en en finissant avec « les accords d'états-majors ... il faut revenir au cœur de notre peuple pour lui tendre la main », affirme Buffet.

Oui, les salariés, les militants, ne font plus confiance à un programme de gouvernement quel qu'il soit, tant ils ont fait l'expérience qu'au gouvernement, les partis de gauche menaient la même politique que ceux de droite. Alors, si le PC invite largement, à partir de ses propositions, à débattre pour « bousculer la politique », les révolutionnaires sont partie prenante de ce débat.

Il est au cœur de la campagne, autant il est vrai que c'est dès maintenant que l'après-29 mai se prépare.

Beaucoup de militants du PC ne veulent plus refaire l'expérience d'une nouvelle participation gouvernementale de leur parti qui s'est soldée par sa chute électorale et la démoralisation de beaucoup. Mais s'ils sont dans les luttes, pour autant, ils ne voient pas de perspectives autres que sur le plan parlementaire car « il faut bien battre la droite ».

Alors, ce programme que le PC propose de construire « dans un sens autogestionnaire », à l'opposé de la démarche qui jusqu'ici, a prévalu, s'inscrit-il vraiment dans une perspective différente ? On peut en douter quand Marie George Buffet déclare, « nous pensons que le 21 avril pue ses racines dans une certaine complaisance libérale ». Simple complaisance ?

Si les déclarations de bonnes intentions y foisonnent : « une véritable alternative de progrès social et démocratique », « vraiment à gauche », « espoir d'un véritable changement », « le bonheur est pour l'individu une idée neuve à conquérir, du bonheur et rien d'autre ! », et bien d'autres, la multiplication des formules cache mal son adaptation à l'économie en marché en prônant des mesures raisonnables.

27 mesures... limitées par avance au cadre capitaliste

La préoccupation première des classes populaires est la question sociale. Les propositions du PCF restent bien en deçà des mesures nécessaires pour assurer le droit à une existence digne et décente pour l'ensemble du monde du travail puisqu'elles ne remettent nullement en cause la propriété privée capitaliste... et valent par ce qui en est absent.

Concernant la question essentielle des salaires, il est proposé chaque année, « une conférence

nationale pour l'emploi, la formation, les salaires, les qualifications » dans le but de « proposer... impulser... stimuler... favoriser... relancer ».... mais comment en l'absence d'une mobilisation des salariés organisés dans leurs collectifs, comités, interpros, serait-il possible de peser face au patronat ? Comment ne pas tirer l'expérience de la conférence emplois-salaires du 10 octobre 97 présentée par Jospin, alors aux affaires, le PC et les organisations syndicales, comme une avancée sociale et qui s'est révélée un jeu de dupes pour les salariés ?

Cette logique amène à une timidité sur les revendications en matière de revenus et de salaires. « *Aucun foyer ne doit vivre en dessous du seuil de pauvreté défini par l'INSEE* », soit 602 € (valeur 2001). Comment vivre avec si peu ? Le PCF ne le dit pas. Quant au salaire minimum, il est chiffré à 1400 euros (bruts). Il était en 2004 à 1 286,09 (bruts pour 169 h travaillées), soit une augmentation de même pas 100 euros nets. Les augmentations pour les fonctionnaires sont limitées à 5 %. Aucune mesure d'augmentation générale pour les salariés du privé n'est annoncée.

Il n'est pas question non plus d'interdire les licenciements ni la précarité, mais d'*« un droit d'obtenir des moratoires suspensifs des décisions de licenciements... débouchant sur une table ronde prenant en compte les propositions alternatives des salariés et de leurs organisations représentatives* » en vue du maintien de l'emploi ou d'un « *bon reclassement* ». Cela est dans la continuité de la loi de modernisation sociale impulsée par le PCF suite aux licenciements boursiers chez Lu-Danone-Marc & Spencer avec la nomination d'un médiateur et dont la seule avancée était de donner un temps supplémentaire aux salariés pour organiser leur mobilisation.

Quant à la précarité, il faudrait « *un plafonnement du droit de recours à l'emploi précaire à 5 % de l'effectif* ». Et il n'est pas dit comment cette mesure qui s'adapte cependant à l'intérêt des patrons sera imposée.

Face aux licenciements massifs, les militants syndicalistes sont nombreux à déplorer que les CE soient privés de tout droit de veto et de contrôle sur les comptes des entreprises, mais cette évidence ne fait pas partie des propositions du PCF qui ne parle que de « *loi organisant les pouvoirs des CE* ». L'acceptation par avance des licenciements et des fermetures d'usines débouche sur la proposition « *en cas de perte de leur emploi, un droit à formation avec maintien du revenu* », « *à organiser le passage sans chômage d'un emploi à un autre ou d'un emploi à une formation* ».

Les 35 heures remises en cause par le gouvernement Raffarin et le Medef en généralisant l'annualisation, la flexibilité, les heures supplémentaires des lois Aubry restent une bonne mesure qui se justifie par le fait que « *le patronat a obtenu du gouvernement Jospin une très large dénaturation des 35h* », ce qui amène le PCF à ne pas se prononcer contre toute annualisation et flexibilité du temps de travail.

L'initiative des salariés dont se réclame le PCF est réduite à la portion congrue, pour ne pas dire inexiste, l'auto-gestion déclarée en préambule se révèle tout au long du programme un leurre débouchant sur des propositions gouvernementales qui ont du mal à prendre de nouvelles couleurs par rapport aux précédents programmes de gouvernement du PCF.

Ainsi, dans la partie intitulée : « *Choisissons l'efficacité plutôt que la rentabilité* », il s'agit d'aller vers une bonne utilisation du capital pour développer « *un effort national et européen pour une nouvelle politique industrielle* » alors que « *le capitalisme stérilise les capitaux dans les placements financiers et la spéculation* ».

Et pour financer ces mesures, le PCF reprend sa proposition de cotisations patronales modulées. Les mauvais patrons paieraient davantage que les bons patrons, qui, eux, auraient droit à un « *crédit à très bas taux pour les investissements utiles créateurs d'emplois* » : l'Etat, quel que soit le gouvernement en place, reste au service des intérêts privés.

Ce sens des responsabilités vis-à-vis du patronat et de l'économie de marché est permanent : le point *Entreprises* décline un partage des pouvoirs dans les grandes entreprises entre actionnaires, salariés et élus. Le PCF fait semblant de croire qu'on pourra concilier des intérêts inconciliables. Comme vis-à-vis des intérêts de l'impérialisme français car s'il est question du retrait des troupes d'occupation en Irak, la revendication du retrait des troupes françaises d'Afrique est oubliée !

Dans les débats que nous avons dans le mouvement social comme dans la campagne pour le Non, se discutent les perspectives que nous voulons construire à travers les mobilisations en cours. Politique de collaboration de classes ou de luttes de classes, réforme ou révolution, le débat n'est pas abstrait mais bien concret et pratique. Il se mène à la lumière des bilans de la participation gouvernementale des partis de gauche et des ravages de la mondialisation capitaliste.

Il est nécessaire de lever les ambiguïtés, car il s'agit bien entre le PC et les révolutionnaires de deux perspectives opposées : la participation gouvernementale dans le cadre de ce système ou une politique pour les luttes qui posera la question du pouvoir des travailleurs. « *Il n'y a pas d'autre issue que le rassemblement de la gauche, de toute la gauche, autour d'une politique de gauche* » déclare Jean-François Gau, en continuité avec la politique affirmée par Marie George Buffet.

Notre réponse est clairement si : le regroupement pour et dans les luttes, un parti du monde du travail et de la jeunesse pour l'émancipation sociale des travailleurs par eux-mêmes.

Valérie Héas



1905, il y a cent ans...

La fondation de la SFIO : « *Un parti de lutte de classe* »

En août 1904, le VI^e congrès de la Deuxième Internationale impose l'unité aux deux grands courants du socialisme français. « *Au début de ce congrès, plaide le Belge Émile Vandervelde, nous avons vu Plekhanov et Katayama se tendre la main. Jaurès et Guesde sont-ils plus fratricidement en guerre que le Japon et la Russie ? Camarade Guesde, camarade Jaurès, je vous adjure, dans une pensée de paix socialiste internationale, de vous tendre la main.* »

La motion adoptée par le congrès de l'Internationale ne laisse pas le choix aux deux figures tutélaires du socialisme français : « *tous les militants et toutes les fractions ou organisations qui se réclament du socialisme ont le plus impérieux devoir de travailler de toutes leurs forces à la réalisation de l'unité socialiste sur la base des principes établis par les congrès internationaux dans l'intérêt du prolétariat international vis à vis de qui ils sont responsables des conséquences funestes de la continuation de leurs divisions* ».

Jean Jaurès et Jules Guesde s'inclinent. Dès leur retour d'Amsterdam, les négociations s'engagent entre le Parti socialiste français et le Parti socialiste de France ainsi qu'avec la myriade de structures locales et régionales composant le versant politique du mouvement ouvrier hexagonal. Une commission d'unification discute à partir de novembre 1904 une déclaration d'unité. L'accord est scellé le 13 janvier 1905. C'est dans la salle du Globe, boulevard de Strasbourg à Paris, que se rassemblent, du 23 au 26 avril 1905, les 286 délégués du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, du Parti socialiste de France, du Parti socialiste français, des fédérations autonomes des Bouches-du-Rhône, de Bretagne, de l'Hérault, de la Somme et de l'Yonne.

La *Déclaration de principes* ratifiée par les congressistes est l'acte de naissance du parti uniifié, le Parti socialiste-Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) : « *Le parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste, et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat. Par son but, par son idéal, par les moyens qu'il emploie, le parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution.* »

Huit mois suffisent pour surmonter les divisions qui minent le mouvement français depuis la défaite de la Commune de Paris et sur lesquelles butaient toutes les tentatives d'unification depuis plus de trente ans. Le débat sur réforme et révolution n'est pas tranché pour autant. La profession de foi révolutionnaire de 1905 n'annule pas les désaccords passés, notamment sur le pouvoir ouvrier et sa conquête. De nombreuses ambiguïtés demeurent. C'est ce qu'atteste la conversion rapide du parti à la vision réformiste qui gagne la II^e Internationale et aboutira au désastre de 1914.

La création de la SFIO n'en marque pas moins une étape cruciale dans la construction d'un parti ouvrier, d' « *un parti de classe* » revendiquant son indépendance de la bourgeoisie. Le « *court*

XX^e siècle » dominé par les réformistes, sociaux-démocrates ou staliens, ferait presque oublier que le mouvement ouvrier s'est constitué sur des bases révolutionnaires. Au moment où l'effondrement du stalinisme pose la question d'une nouvelle expression de la classe ouvrière, il n'est pas inutile de revenir sur l'exemple de 1905 pour construire une alternative socialiste et communiste, démocratique et révolutionnaire.

Serge Godard

Nos lecteurs et camarades trouveront sur notre site la suite de cet article qui s'inscrit dans la série que **débatmilitant** consacre à l'année 1905.



**N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler débat**militant**. Merci.**